

Sujet : Demande de dérogation / Département Sociologie-Démographie

De : "Marie LESCLINGAND" <Marie.LESCLINGAND@univ-cotedazur.fr>

Date : 28/01/2021 à 17:20

Pour : <cac@univ-cotedazur.fr>

Copie à : "direction-juridique" <direction-juridique@univ-cotedazur.fr>

Aux membres du CAC de l'Université Côte d'Azur

Chères et chers membres du conseil académique,
Chères et chers collègues,

Le département disciplinaire Sociologie-Démographie s'est réuni le 27 novembre dernier afin de discuter de la rédaction de son futur règlement de fonctionnement.

Au regard de l'effectif relativement réduit de notre département (14 membres), il nous est apparu collectivement peu pertinent de fonctionner avec un Comité de Pilotage au sein de notre futur département. Cette décision a été approuvée à l'unanimité des membres présent-es à la réunion sachant que les trois collègues qui n'avaient pas pu participer à la réunion avaient été consulté-es au préalable et étaient en accord avec cette proposition. Vous trouverez en pièce jointe le PV de cette réunion.

En conséquence, nous soumettons au Conseil Académique une demande de dérogation afin que le département disciplinaire Sociologie-Démographie soit dispensé de la mise en place d'un COPIL.

Cordialement,

Pour le département disciplinaire sociologie-démographie,
La directrice nommée, Marie Lesclingand

— Pièces jointes : —

DD19_CR_2020-11-27.pdf

97,3 Ko

Compte-rendu de réunion

Département disciplinaire 19^{ème} (Sociologie-Démographie)

Objet : Statuts du département et collaboration INSPE

Date : vendredi 27 novembre 2020

Heure : 13H-15H30

Présent·es (10) :

Géraldine BOZEC, Elisabeth CUNIN, Isabelle FERONI, Gilles FRIGOLI, Gérald GAGLIO, Marie LESCLINGAND, Swanie POTOT, Christian RINAUDO, Pinar SELEK et Jean-Sébastien VAYRE

Excusé·es (3) :

Manuel BOUTET, Valérie ERLICH et Jean-Luc PRIMON

Statuts du département

Préambule :

Présentation des missions des directeurs et directrices nommées provisoirement par le Président d'UCA et dont les lettres de missions prennent fin en mars 2021 et le calendrier prévisionnel avec des élections qui doivent se tenir au plus tard fin février.

Rappel de la mission principale du département disciplinaire en reprenant le règlement intérieur d'UCA (article 17) et des missions spécifiques pour les enseignantes chercheuses et enseignantes. Relativement au périmètre du département (constitué dès le mois de juin 2020), ML n'avait pas pris en compte les ATER et doctorantes contractuelles avec contrat d'enseignement qui doivent être intégrées aux départements disciplinaires. Pour l'année en cours, 1 seul ATER est rattaché aux formations de sociologie (Bastien TAVNER, rattaché à l'Urmis).

Le nom et le périmètre du département sociologie-démographie (19^{ème})

Le nom du département ne reprend pas l'intitulé complet de la section CNU 19 à laquelle il se rattache. ML propose ce changement de dénomination avec l'affichage des deux disciplines de la 19^{ème} section : sociologie et démographie. Accord de l'ensemble des présentes

Le périmètre actuel du département est donc de 14 membres dont la liste complète et la composition sont présentées. ML propose que Bastien Tavner intègre le département disciplinaire au moment des élections de la direction. Accord de l'ensemble des présentes

Les statuts du département sociologie-démographie (19^{ème})

Une trame des statuts a été envoyée par le service juridique d'UCA à partir de laquelle chaque département est très libre : dans cette trame, le modèle « par défaut » inclut la constitution d'un comité de pilotage, qui est peu pertinent au regard de l'effectif de notre département. Après discussion avec Marc Dalloz, VP en charge de ce dossier, il est tout à fait possible de ne pas

constituer de COPIL (l'argument de la taille réduite du département suffit) en faisant une demande de dérogation au conseil académique (Cac). Accord de l'ensemble des présentes et des collègues excusées qui ont émis leur avis par mail

La discussion est ensuite engagée sur la révision des différents articles à partir de la version provisoire envoyée par ML le jeudi 26/11/2020. Des modifications et ajouts sont effectués notamment sur les points suivants :

- **Préambule** : mentionner uniquement les rattachements principal et secondaire aux deux EUR ;
- **Partie I. Direction du département** : le mode de scrutin (majoritaire à un tour) ; le mandat de la direction du département : 2 ans renouvelable (sans préciser le nombre de renouvellements possibles) ; les attributions partagées entre la direction (confiance de l'AG) et celles où la consultation des membres de l'AG est nécessaire.
- **Partie II. Les instances** : règles de fonctionnement et attributions de l'AG : possibilité de d'ajouter un point à l'odj par 1 membre, procès-verbal, nombre minimal d'AG par an fixé à 2 (RH et offre de formation).

Une première version prenant en compte ces modifications et ajouts va être envoyée à l'ensemble des membres du département pour une relecture dans le courant de la semaine du 30 novembre. Puis le texte va être envoyé au service juridique avec lequel ML est déjà en contact (Aurélié Cornillon) début décembre. Après sa finalisation juridique, il sera donc examiné par le COPIL de l'EUR Odyssée auquel le département est rattaché. Et nous pourrons *a priori* envisager les élections courant février.

Relativement aux candidatures, pour l'instant, seule Marie Lesclingand s'est déclarée candidate. Pour information (que nous avons eue en octobre 2020¹), cette fonction est assortie d'une Prime de Charge Administrative (PCA) à hauteur de 48h équ. TD soit 1 982 euros par an.

Collaboration avec l'INSPE

ML a été contactée par Alessandro Bergamaschi (MCF à l'Inspe) car il est co-responsable (avec Serge Quilio) d'un projet de master 2 en sciences de l'éducation orientée vers la formation continue dans une approche très pluri-disciplinaire avec des besoins d'enseignement en sociologie. Il avait initialement pensé à une collaboration sous forme de mutualisations avec des cours existants. ML a assez rapidement écarté cette proposition pour deux raisons principales : la complexité de ces multiples mutualisations au niveau organisationnel (la licence de sociologie arrive à un point de saturation en termes de mutualisations) et du fait d'un décalage en termes de niveau et d'attentes des enseignements existants (L2 essentiellement). L'idée serait donc plutôt de penser des cours *ad hoc* pour ce nouveau master avec deux possibilités de collaboration ou non : 1) offre du département d'un volume horaire de cours à déterminer et compensation de l'Inspe (enseignantes de l'Inspe qui interviendraient dans des formations de sociologie à hauteur du même volume d'heures). Cette 1^{ère} solution implique que les enseignantes pourraient faire ces heures sur leur service. 2) pas de formalisation et cela relève de l'initiative personnelle des collègues concernées, ce qui implique que ces heures soient faites en heures complémentaires. Du point de vue du DD19, la 1^{ère} solution est à privilégier puisqu'elle entre complètement dans la mission principale du département. Cependant, après discussion collective, les membres du département de sociologie-démographie émettent deux réserves quant à cette proposition :

¹ Le référentiel PCA est d'ailleurs disponible depuis cette date sur le OneDrive du département

- Le potentiel RH du département au regard de la seule offre de formation en sociologie (licence et master) est très tendue en raison du nombre réduit d'EC et des décharges de nombreux EC dans le département ayant des responsabilités pédagogiques et administratives lourdes. En l'état actuel des « forces vives », il est délicat de s'engager dans une nouvelle formation en plus des formations existantes ;
- Le calendrier de cette proposition est peu opportun : en effet, à partir du mois de mars, des discussions autour de projets pour la future maquette vont être engagées au niveau de l'EUR Odyssée puis au niveau du département. Il est donc prématuré de s'impliquer dans une nouvelle offre pour la rentrée 2021.

En dépit de ces réserves, les collègues du département sont tout à fait disposés à poursuivre les collaborations existantes ou à co-construire de nouvelles collaborations avec l'Inspe dans le cadre des réflexions qui seront menées pour l'élaboration des prochaines maquettes.

Fait à Nice, le 27 novembre 2020

Marie LESCLINGAND

